

Casablanca mise 18,5 milliards de DH sur la mobilité durable

Transport. Certains chantiers sont déjà en cours de réalisation, et d'autres devraient suivre. Les autorités de la ville ont récemment créé un nouvel organisme intercommunal qui va lancer un important chantier concernant l'actualisation du plan de déplacement urbain. Objectif : Réussir la mobilité durable dans la métropole. PAR R.A.

Dans le contexte actuel de réchauffement climatique, qui constitue une sérieuse menace pour la planète, repenser les habitudes de transport s'avère un impératif catégorique. Loin d'être un luxe, la mobilité durable, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, s'affirme dorénavant comme une priorité pour anéantir l'hydre climatique. En effet, le secteur du transport représente un des plus gros pollueurs de la planète, avec 15% des émissions mondiales annuelles de gaz à effet de serre, selon les experts. Et plus de 72% de ces émissions de gaz à effet de serre proviennent notamment du transport routier. Ainsi, dans une ville comme Casablanca, qui a un trafic urbain et interurbain très important (augmentation de gaz à effet de serre), concilier l'accessibilité, le progrès économique et les objectifs écologiques dans un aspect durable, est un challenge au quotidien pour les autorités. Dans cette perspective, la capitale économique a significativement renforcé sa stratégie de développement ces dernières années, faisant la part belle à la mobilité durable. Un plan doté d'une enveloppe de 18,5 milliards de DH à l'horizon 2021 est en cours d'exécution. L'objectif étant de faire de la métropole un vrai cadre de vie, avec un système de transport propre. Il s'agit d'une stratégie à long terme intégrant les défis du changement climatique. «*Au vu des défis, il était important pour toutes les autorités de la ville d'engager une vraie politique de mobilité globale*», a fait remarquer Abdelaziz El Omari, maire de la métropole, lors de son intervention dans le cadre des premières Assises de la Mobilité Durable organisées



Abdelaziz El Omari, maire de Casablanca.

LE CHIFFRE

72%

C'est la proportion des émissions de gaz à effet de serre générée par le secteur du transport routier au niveau mondial.

par l'ONCF (Office national des chemins de fer) le 3 novembre dernier à Casablanca.

Création d'un établissement de coopération intercommunale

Dans le détail, le plan de mobilité globale de Casablanca va permettre la réalisation de quatre principaux chantiers. Ainsi, après la mise en place d'une ligne de tramway de 31 km, la ville est en train de réaliser 76 km supplémentaires dans l'objectif de desservir les grands axes de la capitale. De même, on note la mise en place d'un plan directeur de station-

nement qui sera en cohérence avec les objectifs de mobilité durable définis. Il est question aussi de la mise en place d'un schéma de régulation du trafic qui permettra un plan de circulation moderne. Et également, on note l'intégration de la problématique du transport et de la livraison de marchandises dans les différents quartiers de la ville. En ce qui concerne le budget des 18,5 milliards de DH, une bonne partie va être mobilisée grâce à l'appui du ministère de l'Intérieur, et celui des Finances. Pour réussir ce challenge, une réforme sur le plan institutionnel a été mise en œuvre au mois d'octobre, et a permis la création d'un nouvel organe. Il s'agit de l'établissement de coopération intercommunale. Cet organisme, qui regroupe 18 communes autour de la capitale économique, aura la mission de répondre aux attentes définies au niveau de la région, puisque la problématique de la mobilité durable dépasse le cadre, uniquement de la ville de Casablanca. Notons que l'établissement de coopération intercommunale engagera à la fin de cette année un important chantier concernant l'actualisation du plan de déplacement urbain, en prenant en considération les attentes des autres communes. Selon Abdelaziz El Omari, il s'agit de mettre en place un plan de déplacement urbain de 2ème génération qui favorisera une meilleure qualité de vie. Soulignons que les autorités casablancaises entendent bien donner de la voix à Marrakech dans le cadre de la COP 22, afin de mobiliser la communauté internationale de soutenir les initiatives des collectivités locales pour la protection du climat, tant au Maroc qu'en Afrique. ■